



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Ne laissons pas le RN faire sa loi !

Après la condamnation de Le Pen, le RN joue sans vergogne la carte de la victimisation. Il a engagé une campagne de dénonciation du jugement, le présentant comme une décision « politique ». Il n'hésite pas à désigner à la vindicte de prétendus « juges rouges » et cible particulièrement le Syndicat de la Magistrature. La focalisation sur l'exécution immédiate de la peine d'inéligibilité à laquelle se sont livrés de très nombreux (les) médias (et pas que les médias Bolloré) finit par faire oublier le motif de la condamnation : le système de détournement d'argent public mis en place par le RN au détriment du Parlement européen (plus de 4 millions d'€ !).

En déclarant après sa condamnation que l'État de droit avait été violé et en réitérant ses propos devant ses partisans, Le Pen cherche à déstabiliser les institutions. Elle remet en cause un des fondements de la démocratie, même bourgeoise : le principe de séparation des pouvoirs. Une stratégie de la tension qui renoue avec les fondamentaux de ce courant politique et qui n'est pas sans rappeler celle des Trump, Bolsonaro et consorts... A noter que tous ces autocrates et autres néo-fascistes ont d'ailleurs apporté leur soutien à Le Pen !

Face à la prétention du RN d'imposer sa loi, la riposte doit être à la hauteur. Un premier acte a été posé avec les rassemblements qui se sont tenus en urgence le 8 avril, notamment place de la République à Paris. La mobilisation doit se développer et s'ancrer dans les territoires. De nombreuses organisations de la société civile (syndicats, associations...) appellent à manifester partout en France le samedi 12 avril pour la défense de la démocratie. ENSEMBLE! leur apporte son soutien. L'initiative du RN à Paris le 12 décembre a certes été un échec. Mais on ne fera pas reculer durablement le RN et la menace néo-fasciste sans l'unité de notre camp social ni sans la perspective d'une transformation progressiste de la société.

Gaza : nouvelle phase de la guerre génocidaire

Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas !

Le 18 mars, Israël a violé le cessez-le-feu en tuant en 10 minutes plus de 400 personnes en majorité des femmes et des enfants. Et depuis, on assiste à une offensive encore plus meurtrière que celles qui ont précédé la trêve du 19 janvier. Les frappes israéliennes



indiscriminées sur des zones

densément peuplées à Gaza sont des atrocités sans nom. Sous l'effet de ces bombes, la terre tremble jusqu'à El-Arich à plus de 50km de Rafah. Quelle est donc la nature de ces bombes qui pleuvent jour après jour et qui ont causé plus de 1200 morts dont au moins 320 enfants ?

L'objectif est clair et assumé : recoloniser Gaza et expulser les Gazaoui.es ; Israël Katz le ministre de la Guerre l'a déclaré : *Gaza sera inhabitable. Partez ou mourez.*

Rien ne rentre dans l'enclave de Gaza. Pas de nourriture. Pas de médicaments. Pas d'abris. Pas d'eau potable. Pas d'électricité. La famine y est organisée à grande échelle. Israël plonge rapidement Gaza en un enfer où les Palestiniens sont tués par centaines et bientôt, à nouveau, par milliers et par dizaines de milliers, ou bien elles et ils seront déportés pour ne jamais revenir.

Sûr de son immunité et de la protection de Trump, Israël commet aujourd'hui ses atrocités et ses mensonges au grand jour, quoi qu'en disent les hommes politiques sionistes et les médias dominants. Son visage génocidaire est désormais nu.

Le projet colonial de remplacement du peuple palestinien suit son cours. En 1948 et 1967 d'immenses parties de la Palestine historique ont été occupées et colonisées, bien au-delà des propositions du plan de partage du 29 novembre 1947. Depuis le 18 mars, plus de 150 000 ont été déplacées avec interdiction de retour. Les zones visées par cet ordre de déplacement couvrent plus de 20% du territoire de Gaza. Et cela s'aggrave chaque jour.

Et le nettoyage ethnique en Cisjordanie continue. Son annexion va suivre.

Trump encourage le carnage en fournissant des milliards de dollars d'armes à Israël. Les dirigeants occidentaux sont complices.

Sous les prétextes d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme, la criminalisation de la solidarité avec la Palestine se poursuit.

Assez ! Ça suffit !

L'heure n'est plus aux condamnations verbales. Il est temps d'imposer des sanctions comme ce qui a été fait pour la Russie.

ENSEMBLE ! appelle à rejoindre les collectifs militants locaux et nationaux de solidarité avec la Palestine, à poursuivre et amplifier la mobilisation.

Pour armer l'Ukraine, nationalisation des industries d'armement

Quoi qu'on puisse penser de la situation concrète – la Russie poursuit son œuvre de destruction systématique mais marque le pas sur le terrain – l'Ukraine a besoin d'assurance en matière d'armement car l'aide américaine (armement et renseignement) est soumise aux aléas de la politique d'apaisement que Trump conduit en faveur d'un cessez-le-feu. Politique absolument illusoire car Poutine n'en veut pas. Il apparaît donc que **si seuls les Européens sont en mesure de fournir cette assurance** le peuvent-ils sans ajuster leurs industries d'armement à cette nouvelle donne ?

En se fondant sur le classement des pays exportateurs – 7 pays européens parmi les 10 premiers – On peut penser que ce n'est pas nécessaire. **L'Europe ne dispose-t-elle pas de capacités suffisantes** pour produire et expédier des armes à l'Ukraine ? L'industrie européenne de l'armement ne préfère-t-elle pas vendre ses produits à Israël, à l'Arabie saoudite et à d'autres régimes autoritaires ? Que l'Europe ait ces capacités, c'est parfaitement vrai. Les vendre à des régimes autoritaires, c'est vrai, encore que l'industrie n'ait qu'une seule préférence, dans les limites permises par l'État, le profit. Peu importe à qui l'on vend !

C'est donc vrai, mais n'est-ce pas, au moins en partie, une illusion à la fois factuelle et temporelle ? Nos pays exportent surtout des armements de haute technologie : avions (Suède, France, Allemagne), navires de guerre (France, Italie, Espagne), missiles (Royaume Uni, France) etc. Certes, l'Ukraine a aussi besoin de systèmes de haute technologie comme des batteries anti-aériennes pour, si besoin, remplacer les Patriot. Et les SAMP/T Mamba (franco-italiens) le peuvent. Mais **les Ukrainien-nes ont avant tout besoin d'obus** ou de missiles antichars. Surtout d'obus dont cette guerre d'attrition fait une consommation effrayante !

Comment donc passer à une production de masse de ces armes nécessaires à l'Ukraine, pour l'aider **sans tomber dans le piège**

d'un réarmement généralisé voulu par les lobbies militaires et les grands groupes capitalistes de l'armement, à la fois en passant des commandes et en poussant à une adaptation de l'outil industriel et des nombreux sous-traitants ? Une « économie de guerre » ? Il a fallu en France 2 ans pour produire suffisamment de poudre pour 100 000 obus dont 80% pour l'Ukraine, soit 20 fois plus qu'en 2022. Mais c'est encore insuffisant alors que l'Ukraine tire 2 000 obus par jour. C'est vrai aussi de la production des canons Caesar qui, après une accélération pour remplacer les 6 premiers donnés à l'Ukraine, est passée à 6 par mois et 8 si besoin grâce à une réorganisation de la chaîne de production. L'Ukraine en a désormais plusieurs dizaines... Il a donc fallu **augmenter les productions de ces armes et pour cela les réorganiser.**

D'où la nécessité non seulement d'une planification mais aussi et surtout d'une nationalisation pour que les profits sur l'armement n'enrichissent pas le capital !



L'impasse nucléaire



3 ans que Macron a lancé son nouveau programme électro-nucléaire : Une première tranche de 6 réacteurs de type EPR 2, suivie – à terme – par 8 autres, sans compter le développement espéré de « petits réacteurs modulaires » (SMR) qui n'en sont encore qu'au stade de la conceptualisation théorique.

A peine lancé, la première tranche du plan gouvernemental est déjà sujet à caution. A commencer en termes financiers : Estimé initialement à 51,7 Mds d'€, le coût de sa réalisation a été réévalué en décembre 2023 à 67,4 mds (plus 30 % en moins de deux ans !). Et ce n'est sans doute que le début : Un rapport de la Cour des Comptes publié en janvier s'inquiète d'une possible dérive des coûts, des délais et des incertitudes financières. Au point de recommander le report de toute décision jusqu'à ce que le financement et les études techniques soient clarifiés.

Les sujets d'inquiétude portent aussi sur la fiabilité technologique de ces réacteurs ! Mis en service en décembre 2024 – 12 années de retard et un coût multiplié par 6 (24 mds d'€) – l'EPR de Flamanville a eu 76 jours d'arrêt sur 100 jours d'exploitation ! Ses semblables de Finlande et de Chine ont connu de nombreux arrêts ou tournent au

ralenti ; l'EPR en construction à Hinkley Point (Grande Bretagne) semble prendre le chemin de Flamanville ! La technologie des EPR 2 n'étant pas fondamentalement différente de celle des EPR 1, on peut craindre que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Comme un premier aveu, réuni sous la présidence de Macron, le « conseil de politique nucléaire » a décidé à la mi-mars de reporter leur mise en service de 2035 à 2038, tout en faisant pression sur EDF pour réduire le montant de l'ardoise – ce qui peut peser sur le niveau de sécurité.

Mais les problématiques posées par la filière nucléaire ne s'arrêtent pas là. La question des déchets reste toujours aussi prégnante. L'Autorité de Sûreté (ASRN) a tiré la sonnette d'alarme sur le risque de saturation des piscines de refroidissement de la Hague où de nouvelles piscines ne devraient pas arriver avant 2040. Le centre d'enfouissement à grande profondeur de Bure reste un dangereux non-sens. On doit enfin s'inquiéter des vellétés d'intégrer des déchets faiblement radioactifs (les aciers en particulier) dans des objets du quotidien.

Droguée au nucléaire, la politique énergétique française se révèle une impasse mortifère. Il y a urgence à remettre à l'ordre du jour une autre politique : sobriété, économies d'énergie, efficacité énergétique, diversification des sources et développement des renouvelables. **Il y a urgence à ouvrir un débat démocratique sur le mode de consommation et de production que nous voulons. Un vrai débat de société !**



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

